



International Organization for Migration (IOM)
Organisation internationale pour les migrations (OIM)
Organización Internacional para las Migraciones (OIM)

Dialogue international sur la migration (IDM) 2014
Mobilité humaine et développement : Tendances émergentes et nouvelles possibilités
de partenariats

Premier atelier d'intersession • 24 et 25 mars 2014

**Migration Sud-Sud : Nouer des partenariats stratégiques
pour le développement**

Résumé des discussions

Pour le premier atelier d'intersession de l'IDM, tenu à Genève (Suisse) les 24-25 mars 2014, les Etats Membres de l'OIM avaient choisi pour thème la « Migration Sud-Sud : Nouer des partenariats stratégiques pour le développement ».

Cet atelier avait principalement pour objectif d'examiner certaines tendances émergentes de la mobilité humaine dans le monde et d'évaluer leurs incidences, en s'intéressant plus particulièrement à la migration entre pays et régions du Sud. Il s'agissait du premier des deux ateliers de l'IDM organisés en 2014, dont le thème dominant choisi par les Etats Membres pour les orienter et les définir est « Mobilité humaine et développement : Tendances émergentes et nouvelles possibilités de partenariats ».

L'atelier a rassemblé 230 responsables politiques et praticiens du monde entier, ainsi que des experts internationaux et des représentants de la société civile, d'organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur privé.

Dans son allocution, l'orateur principal, M. Shakeel Ahmed Yousuf Abdul Razack Mohamed, Ministre du travail, des relations industrielles et de l'emploi de Maurice, a souligné les avantages de la migration, qu'il a recommandé de maximiser par des politiques judicieuses et concertées. Il a également encouragé les participants à faire des propositions précises et concrètes pour améliorer la vie et le bien-être des migrants.

L'atelier s'est articulé autour de trois domaines thématiques distincts mais interdépendants, qui ont permis d'aborder la question des flux Sud-Sud du point de vue pratique et théorique et sous l'angle des politiques.

Conformément à la pratique consistant à offrir une tribune aux migrants, une session intitulée « Voix de migrants » a été prévue à cet effet. Une autre session a été consacrée aux programmes et aux activités menés par l'OIM dans le domaine de la migration Sud-Sud.

Les principales conclusions et les grandes idées qui se sont dégagées de ces deux journées de discussion fécondes sont résumées ci-après.

Lancement de l'Alliance entre les secteurs public et privé pour un recrutement équitable et éthique

Lors de la première session, l'OIM et plusieurs partenaires ont lancé l'Alliance entre les secteurs public et privé pour un recrutement équitable et éthique, qui regroupe des parties prenantes représentant des gouvernements, les milieux d'affaires et la société civile qui sont attachées aux mêmes principes et déterminées à promouvoir des outils concrets permettant de s'attaquer aux pratiques de recrutement sans scrupules.

Cette Alliance a vocation à être une communauté de praticiens agissant concrètement en faveur d'un recrutement éthique et équitable, qui développerait des outils tels que le Système IRIS d'intégrité du recrutement international à l'intention des pouvoirs publics et du secteur privé.

Dans son allocution, l'orateur principal a insisté sur la nécessité de garantir le recrutement éthique en réduisant les mauvais traitements à l'encontre des travailleurs migrants, et a suggéré que l'OIM joue un rôle moteur dans la définition et la mise au point d'une méthode de certification.

Il a été rappelé que les migrants étaient d'importants acteurs du développement et de la croissance économique, et que le recrutement éthique et équitable était un aspect vital de la protection de leurs droits.

Le Directeur général de l'OIM a remercié les gouvernements, le secteur privé et la société civile dont le soutien a permis le lancement de l'Alliance, et s'est réjoui à la perspective d'une coopération pour élargir le cercle des membres de ce groupe.

La migration Sud-Sud : un débat opportun et approprié

Les participants ont fait observer qu'en raison de divers facteurs démographiques, économiques et environnementaux, la mobilité humaine était une réalité de plus en plus incontournable pour un nombre croissant de pays, qui allait devenir plus palpable encore au cours des prochaines années, modifiant ainsi en profondeur les tendances mondiales de la migration. Il était donc opportun et approprié de s'intéresser aux schémas émergents et d'en débattre. De nombreux participants se sont félicités de la composition équilibrée des tables rondes, qui permettait à la question d'être envisagée non seulement d'un point de vue théorique, mais aussi sous l'angle des politiques.

Certains ont estimé que les nouvelles tendances, et plus particulièrement la mobilité dans le Sud, devaient être étudiées et analysées plus avant pour être mieux comprises, afin que les responsables politiques puissent faire face à leurs conséquences et en tenir compte dans les processus décisionnels nationaux et régionaux. Dans plusieurs exposés, ainsi que dans les débats qui ont suivi, il a été souligné que, bien que n'étant pas une nouvelle tendance en soi, la migration Sud-Sud ne retenait guère l'attention de la communauté internationale, alors même que les flux étaient numériquement équivalents aux flux Sud-Nord. Les participants ont souligné la nécessité d'étudier la migration Sud-Sud, en particulier sous l'angle des politiques.

Chances et défis

Les participants ont été unanimes à estimer que, si la migration Sud-Sud présentait de nombreux défis, elle était également porteuse de chances et d'avantages immenses.

Il y avait lieu de renforcer la coordination inter-Etats pour relever les multiples défis propres à la migration Sud-Sud :

- Les flux Sud-Sud étaient essentiellement intrarégionaux, et se produisaient souvent entre pays voisins ;
- Les flux Sud-Sud comprenaient souvent des migrants irréguliers, jeunes et peu qualifiés, ce qui ne faisait que compliquer la question de leur protection et de celle d'autres groupes de migrants vulnérables ;
- Il était extrêmement difficile d'assurer la cohérence des politiques de migration d'un pays à l'autre.

Des orateurs ont fait observer que si elle était bien gérée, la migration Sud-Sud pouvait contribuer de manière significative au développement. Tous les migrants, qu'ils soient peu ou hautement qualifiés, pouvaient apporter leur pierre au développement. A cet égard, la migration Sud-Sud revêtait une grande importance économique et sociale pour de nombreux pays du Sud, qui dépendaient d'elle pour

atténuer et réduire la pauvreté. Etant donné le rôle de premier plan joué par les rapatriements de fonds générés par les flux Sud-Sud, il fallait s'attaquer à la question du coût élevé des transferts d'argent dans le Sud (bien supérieur à celui des transferts Nord-Sud), tant au niveau international qu'à l'échelle nationale. Les flux de rapatriements de fonds entre pays du Sud étaient dans une large mesure informels et donc, souvent, non enregistrés, ce qui empêchait d'évaluer avec exactitude leurs incidences sur le développement. Par ailleurs, si la contribution économique de la migration Sud-Sud était souvent supérieure à l'aide publique au développement, elle ne saurait toutefois s'y substituer.

L'absence de données fiables et complètes était un réel obstacle pour les gouvernements, entravant l'élaboration de politiques appropriées garantissant des résultats positifs en matière de développement. Dans de nombreux pays du Sud, où les capacités techniques et structurelles permettant de recueillir et d'utiliser les données faisaient défaut ou étaient inadéquates, il était difficile de tirer pleinement profit du potentiel de la migration Sud-Sud pour le développement. C'est pourquoi, les participants ont reconnu que davantage d'études, de recherches et d'analyses étaient nécessaires, afin que les responsables politiques disposent des données dont ils avaient besoin pour gérer les questions relatives à la migration Sud-Sud. Certains ont fait observer que la plupart des pays du Sud avaient besoin d'un soutien pour renforcer leurs capacités de production, d'analyse et d'utilisation des données.

Etant donné que la migration Sud-Sud était due, pour une grande part, à la dégradation de l'environnement et au changement climatique, les participants ont lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle s'intéresse davantage à ces deux facteurs. Les questions environnementales devaient être au cœur des débats sur la migration en général, et sur les flux Sud-Sud en particulier. Il a toutefois été relevé que la migration environnementale était généralement interne, se produisant à l'échelle des pays ou des régions, et qu'elle pouvait elle-même avoir des incidences sur l'environnement.

Coopération internationale et partenariats

Au cours des discussions, plusieurs représentants ont souligné qu'aucun Etat ne pouvait, seul, faire face aux complexités et aux défis de la migration, et plus particulièrement de la migration Sud-Sud. Les stratégies régionales pouvaient souvent porter des fruits là où des stratégies mondiales étaient inefficaces. Certains ont recommandé d'adopter des approches novatrices pour adapter les accords de partenariat en place aux tendances émergentes et aux schémas en constante évolution.

Etant donné que la migration Sud-Sud était essentiellement intrarégionale, sous-régionale et transfrontalière, tous les participants ont estimé que les dialogues et processus consultatifs régionaux étaient des mécanismes utiles pour améliorer la coordination des politiques et promouvoir le renforcement des capacités. Plusieurs ont demandé qu'une aide soit fournie pour renforcer ces processus.

Divers orateurs ont souligné qu'une grande partie des avantages de la migration Sud-Sud risquaient d'être perdus si les politiques manquaient de cohérence et étaient mal coordonnées à l'échelle nationale et, surtout, au niveau régional et interrégional. Il était indispensable de coopérer à l'échelle internationale et interrégionale si l'on voulait que la migration Sud-Sud soit mieux gérée. Un grand nombre de parties prenantes – organisations gouvernementales, ONG, milieux universitaires, représentants de la société civile et autres, dont les migrants eux-mêmes – devaient être étroitement associées, non seulement aux processus de discussion et de concertation, mais également aux prises de décision. Le débat sur la migration Sud-Sud pouvait contribuer à une amélioration de l'image des migrants et de la migration dans l'opinion. Il serait utile de sensibiliser à la diversité des formes de migration, pour faire pièce à l'idée selon laquelle elle coïnciderait exclusivement avec un schéma Sud-Nord.

Certains participants ont estimé qu'un bon débat sur la migration devrait associer le secteur privé et les milieux d'affaires, qui étaient d'importants acteurs dans le domaine de la migration. De nombreux

orateurs ont estimé que le lancement de l'Alliance entre les secteurs public et privé était un exemple de coopération fructueuse entre toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé.

Session Voix de migrants

Au cours de la session consacrée aux voix de migrants, M. Moises Uamusse, Secrétaire général de l'Association des mineurs mozambicains (AMIMO) a, dans un exposé particulièrement émouvant, raconté sa trajectoire et son expérience de mineur puis de cofondateur et dirigeant de l'AMIMO.

Les participants se sont félicités de cette tribune offerte aux migrants dans le cadre de l'IDM. La session Voix de migrants offrait une occasion unique de discussions et d'échanges directs entre migrants, responsables politiques et autres acteurs, et rappelait que la migration concernait des êtres humains.

Programmes et activités de l'OIM

La session consacrée à l'expérience et à la programmation de l'OIM a offert aux participants la possibilité de connaître les activités mises en œuvre par l'Organisation pour aider les pays à renforcer les capacités qui leur permettent de bien gérer la migration. Des programmes et des activités relevant des thématiques migration et santé ; migration, environnement et changement climatique ; réduction des risques de catastrophe ; et migration et développement humain ont été présentés. Des exposés ont également été faits sur l'action du Centre africain de renforcement des capacités et de l'Observatoire des Etats d'Afrique, Caraïbes et Pacifique sur les migrations.

De nombreux participants ont fait l'éloge du rôle joué par le Centre africain en matière de formation, de renforcement des capacités et d'aide aux pays africains, et ont encouragé l'OIM à faire connaître largement ses activités et à les étendre à davantage de bénéficiaires. Certains ont lancé un appel pour que d'autres régions puissent profiter de l'expérience du Centre.

De nombreux orateurs ont également rendu hommage au rôle de l'Observatoire ACP sur les migrations et aux activités qu'il menait dans le domaine de la recherche et des études sur la migration Sud-Sud, soulignant qu'elles permettaient de combler l'absence de données, ce qui était indispensable pour pouvoir mieux gérer les flux migratoires entre pays et régions du Sud.

Genève, 25 mars 2014